

QUE FAIT ATTAC ?

- Attac-France a créé l'**Observatoire de la justice fiscale**, un groupe d'experts financiers et d'économistes spécialisés sur les questions liées à la finance et à l'évasion fiscale.
(<https://obs-justice-fiscale.attac.org/>)

But de l'observatoire de la justice fiscale :- **décrypter les mécanismes de la finance, ses dégâts**
- **porter des alternatives pour la désarmer.**

Il fournit aux adhérents des informations, des analyses et des propositions pour dénoncer les malversations et s'y opposer.

Edite des ouvrages. Bénéficie d'un grand crédit dans les milieux économiques. Emet des propositions sur le niveau mondial de l'économie. (TTF, Taxation unitaire..) Attac est auditionnée en novembre 2022 par la Commission des finances de l'Assemblée nationale pour lui apporter son expertise sur le projet de Loi de Finances 2023.(participation à l'élaboration de 34 recommandations de la députée rapporteure...)

Les adhérents d'Attac peuvent dialoguer avec l'Observatoire de la justice fiscale grâce à l'**Espace Banques et finance**, espace de travail et d'échanges entre sur les questions liées à la finance et l'évasion fiscale. C'est par exemple cet espace qui a piloté la campagne « *Apple paye tes impôts* » ou la participation d'Attac à la campagne des Faucheurs de chaises.

Pour rejoindre la liste de discussion et/ou contacter l'espace de travail : finance-banque-contact@attac.org

- **Présence active d'Attac** dans des organismes nationaux et internationaux :
 - « **la plateforme paradis fiscaux et judiciaires** » : née en 2005 la plateforme est une coalition de 19 organisations de la société civile française engagées dans la **-lutte contre les paradis fiscaux.**
Membres de la plateforme paradis fiscaux et judiciaires : [Amnesty International](#) - [Attac France](#) - [CADTM France \(comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde\)](#) - [CCFD \(comité catholique contre la faim et pour le développement\)](#) - [CRID \(centre de recherche et d'information sur le développement\)](#) - [Droit pour la justice](#) - [Eau Vive](#) - [Fédération de l'Entraide Protestante](#) - [Oxfam France Agir ici](#) – [Réseau Foi et Justice Afrique Europe](#) - [Secours catholique Caritas France](#) - [Sherpa](#) - [Survie](#) - [Transparence International France](#). L'objectif - **contribuer à faire changer ce système** qui implique des territoires ou des pays qui outre une fiscalité accommodante pratiquent le secret bancaire et une certaine impunité juridique. *Par exemple la plateforme a créé un mouvement de collectivités locales : « STOP Paradis fiscaux » pour inciter les collectivités locales à contrôler les entreprises qui interviennent dans les marchés publics (Car il n'y a pas que les banques et les particuliers qui utilisent les paradis fiscaux, il y a aussi les entreprises et les sociétés en tous genres)*
 - « **le réseau pour la justice fiscale** » [Organisme belge](#) (46 organisations : syndicats, ONG de développement, mouvements de jeunesse et d'éducation permanente, associations de financement alternatif, groupes de citoyens...). [Information du public](#) sur le rôle de la fiscalité dans le combat pour une plus grande justice sociale et [Interpellation du monde politique](#) quant à la nécessité d'un encadrement strict des marchés financiers, d'un refinancement des biens et services collectifs et de mesures en faveur d'une économie centrée sur l'humain et non sur le profit à tout prix.

Membership : **Agir pour la Paix**, ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Action Citoyenne) Wallonie-Bruxelles, B.A.P.N. (Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté), C.A.D.T.M. (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), CETRI (Centre Tricontinental), C.G.S.L.B. (Centrale Générale des Syndicats Libres de Belgique), C.N.C.D -

11.11.11 (Centre National de Coopération au Développement), C.N.E. (Centrale Nationale des Employés), Crédal, C.S.C. (**Confédération des Syndicats Chrétiens**), **Entraide et Fraternité**/Action Vivre Ensemble, Equipes Populaires, F.D.S.S. (Fédération des services sociaux), F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail de Belgique), la F.G.T.B. wallonne, F.G.E. (**Forum Gauche Ecologie**), Financité, Fraternité séculière Charles de Foucauld, **Grands-parents pour le climat**, G.R.E.S.E.A. (Groupe de Recherche et d'Etude pour une Stratégie Economique Alternative), ITECO, JOC (Jeunes Organisés et Combatifs), Justice et Paix, Kairos Europe (W-B), MOC (**Mouvement Ouvrier Chrétien**), **Oxfam** Belgique, P.A.C. (Présence et Action Culturelles), Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, U.N.S.P. (**Union Nationale des Services Publics**)

A rendu son rapport « Justice fiscale : état des lieux 2020 », établi grâce aux 1ers résultats du reporting Pays par pays de l'OCDE, où il expose les fraudes fiscales transfrontalières des sociétés en 2020. Travail bloqué par l'anonymat des données sur les fraudeurs.

- « **Réseau TaxJusticeNetwork** », la revendication de l'ONG internationale Tax Justice Network est de créer une structure sous l'égide de l'ONU dont le **but** serait de favoriser ***l'émergence d'une fiscalité mondiale en faveur du financement de l'action publique***, équitablement répartie entre les agents économiques à raison de leurs facultés.

➤ **Partenariats privilégiés avec :**

- le syndicat « **Solidaires - Finances** »

Cf « Rapport Fraude fiscale, sociale, Ne pas se tromper de cible »

- les jeunes mobilisés pour le climat et l'environnement dans « **Action Non Violente COP 21** » et « **Alternatiba** » (Fauchage de chaises à BNP-Paribas, plusieurs membres poursuivis devant les tribunaux, puis relaxés motif de défense : c un prélèvement qui sera rendu lorsque la banque aura rendu l'argent public détourné)

➤ **L'action citoyenne des comités locaux :**

Actions de rues de sensibilisation des citoyens en allant à leur rencontre : saynettes de rue, théâtre-Images, chansons, tracts, soirées-débats, conférences etc.. et depuis la COP 21, face à l'immobilité de l'Etat face aux besoins sociaux et écologiques, décision de participer à des actions de désobéissance civile sans risque juridique.

➤ **Les propositions historiques de l'observatoire de la justice fiscale d'Attac :**

- **TTF : La taxe sur les transactions financières (TTF)**, mesure fondatrice d'Attac. C'est une taxe **mondiale** très faible (0,1%) qui s'appliquerait à toutes les transactions sur le marché mondial des changes où sont effectués les achats et ventes des devises. Le marché des changes est le plus grand marché financier de la planète (30 fois le PIB mondial) avec un volume quotidien de transactions de près de 7 000 milliards de dollars. Sa taille considérable, 100 fois plus élevée que le commerce mondial de biens et services, provient de son caractère spéculatif et de l'utilisation de techniques algorithmiques, telles que le « trading à haute fréquence »
Pour Attac, l'objectif d'une TTF consiste d'abord à réduire la spéculation, et en second lieu à collecter des recettes publiques pour financer les biens communs. Elle permettrait de réduire la taille et l'instabilité des marchés financiers : un premier pas pour réduire durablement le pouvoir de la finance.

Tous les candidats aux élections présidentielles l'ont dans leur programme, mais la **TTF : un projet combattu par le lobby financier** et la prétendue TTF française, promulguée par Nicolas Sarkozy puis

reprise par François Hollande, est une véritable caricature : elle ne s'applique ni aux transactions sur les obligations, ni à celles sur les devises, et de façon marginale aux produits dérivés, dangereux lieux de spéculation sur les matières premières et les produits alimentaires et sur les dettes publiques. Une proposition plus ambitieuse assez proche de celle d'Attac avait été formulée par la Commission européenne en 2013 et ses principes de mise en œuvre devaient permettre d'éviter les risques d'évasion fiscale. Mais le lobby financier veille et, malgré l'urgence, les gouvernants et les organismes internationaux (FMI OCDE..) ne sont pas prêts à faire de la fiscalité globale un instrument de lutte contre la spéculation, les inégalités et la dégradation des écosystèmes. Le veto mis par Emmanuel Macron aux propositions de taxes globales en est l'illustration.

Pour que ces idées progressent, il aura fallu, d'une part, la persévérance de citoyens, d'associations – dont Attac –, de chercheurs peu nombreux mais obstinés, et bien sûr, d'autre part, la venue de crises globales. Après avoir été ignoré, voire combattu, par les forces économiques et politiques dominantes, l'objectif d'une fiscalité globale est devenu un sujet qui se trouve à l'agenda politique. C'est une première victoire pour le mouvement altermondialiste mais il ne faut pas se leurrer, nous devons donc continuer notre combat pour lutter contre la spéculation et la domination de la finance mondialisée, véritable fléau pour l'humanité.

- **Taxation unitaire pour les entreprises multinationales** : Le principe de la taxation unitaire est simple : il consiste à taxer le bénéfice global des entreprises multinationales, en considérant celles-ci comme une entité unique, puis dans une seconde étape, à répartir ce bénéfice dans les pays où ces entreprises réalisent effectivement leur acti.

(Application de la taxation unitaire sur la base de données obtenues par un reporting public des entreprises multinationales : *(sur la base des estimations d'Attac)*

➤ **Résultats de 25 ans de lutte :**

- Le mvmt citoyen a réussi à faire émerger le pb, l'absence de volonté politique et le mensonge qui lui est lié. L'Ev. Fisc est désormais devenue un sujet politique avec sa place incontestée dans le débat politique public et se trouve maintenant à l'agenda politique, il est une épine dans le pied des politiques tenus de s'en préoccuper.
 - Devant l'inaction des gouvernements pour lutter efficacement contre l'Ev Fisc, AttacFrance a décidé d'ajouter à ses méthode celle de la désobéissance civile sans dégradations ni violence. Ex : le fauchage de chaises, regroupement contre l'installation de dépôts géants d'Amazon près du pont du Gard, Mac Do et Apple « paie tes impôts »..... Fournès + sensibilisation
 - Attac est consultée par l'Assemblée Nationale pour apporter des propositions d'amélioration aux services de l'Etat voués à la lutte contre la délinquance financière.
-